Venezuela : Nouvelles sanctions de l’Union européenne

Le 31-01-2018

Télécharger ou imprimer au format PDF

Par Joël Perichaud, secrétaire national du Parti de la démondialisation chargé des relations internationales

Suivant à la lettre les injonctions étasuniennes, l'Union européenne avait déjà imposé au Venezuela, en novembre 2017, un embargo sur les livraisons d'armes et sur les matériaux et moyens techniques « pouvant servir à la répression interne ».

Permettre aux émeutiers (guarimberos) de « s’exprimer » pleinement face à un gouvernement affaibli et entravé dans son action est l’idéal néolibéral.

Mais ce n’est pas suffisant. Il y a quelque temps nous écrivions que L'UE préparait de nouvelles sanctions contre le Venezuela (http://www.pardem.org/actualite/en-bref/756-l-ue-prepare-des-sanctions-contre-le-venezuela-2**)**

C’est fait.

Le 22 janvier 2018, les ministres des Affaires étrangères des 28 pays membres de l'Union européenne (UE) ont adopté de nouvelles sanctions financières à sept hauts responsables vénézuéliens, notamment, au ministre vénézuélien de l'Intérieur, au directeur des services de renseignements ou encore au vice-président du parti chaviste, Diosdado Cabello.
Certains sont accusés par l'UE d'être *« responsables de graves violations des droits de l’Homme »*, d'autres d'être *« impliqués dans des atteintes à la démocratie et à l'Etat de droit au Venezuela »*.
La raison invoquée ? Les 120 victimes lors des manifestations entre avril et juillet dernier à l'appel de l'opposition. Bien sûr, l’UE ne s’indigne pas pour les chavistes brulés vifs par les militants d’extrême droite de cette « opposition ».
Evidemment, ces sanctions "ne sont pas personnelles" mais constituent une grande opération contre le Venezuela, dans le but d'isoler le pays.
L’espace médiatique européen est entièrement au service de l’extrême droite vénézuélienne, qui est même reçue (par Jupiter !) à l’Elysée (lire notre article : Venezuela : Macron reçoit l'extrême-droite à l’Elysée http://www.pardem.org/actualite/en-bref/752-venezuela-macron-recoit-l-extreme-droite-a-l-elysee)

Humour noir

Le ministre espagnol des Affaires étrangères a déclaré que *« les sanctions sont une incitation pour aider aux négociations »*. Autrement dit une pression ! Depuis septembre dernier, des discussions entre le gouvernement et l'opposition vénézuélienne ont lieu, sous la médiation de la République dominicaine.
Pourquoi l’UE n’applique-t-elle pas des sanctions contre l’Arabie saoudite pour faciliter les discussions avec le Yemen ? Contre les USA pour faciliter les discussions avec la République Démocratique Populaire de Corée (Corée du nord...) ? Contre les USA pour faciliter les discussions et la levée de l’embargo des sanctions contre Cuba ?, etc.

Grossière ingérence

Les autorités vénézuéliennes ont raison de dénoncer ces sanctions européennes : *« Des actions indignes, qui violent les principes de la charte des Nations unies, et prétendent exercer une grossière ingérence dans les affaires internes de notre pays »*. C’est Washington qui parle par cette décision de l'UE. Les Etats-Unis, en effet, avaient montré la position que devait prendre l‘UE. Les USA infligent depuis l'an dernier des sanctions financières contre des membres du gouvernement vénézuélien, à commencer par le président Nicolas Maduro.

Souveraineté ?

La France souveraine ne doit aligner sa politique étrangère sur personne. Ni Washington, ni Bruxelles. Notre pays ne doit pas dicter sa politique au Venezuela, Etat souverain. Indépendamment des réserves ou critiques que nous pourrions faire sur la politique économique du gouvernement vénézuélien, le Pardem soutient le peuple vénézuélien et son gouvernement légitime.

Mais la notion de souveraineté en matière de politique étrangère, a-t-elle encore un sens tant que nous ne sommes pas libérés de l’Union européenne ? En sortir au plus vite sera le mieux pour le peuple français et pour les autres peuples qui subissent les décisions supranationales !

- - -

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire